

Promouvoir la santé à l'école est un e-Journal destiné aux professionnels de la promotion de la santé à l'école et, plus largement, à ceux intéressés par les enjeux de santé en milieu scolaire.



L'e-Journal PSE

n°77 Septembre 2020

Sommaire

[DOSSIER](#) Reprendre ses activités, retrouver les élèves après le covid et son confinement, cela implique une vigilance accrue des professionnels en charge de la PSE sur certains points. Et il ne s'agit pas uniquement d'hygiène et de prévention...

[VACCINATION](#) La récente enquête sur les taux de couverture vaccinale dTpa en Fédération Wallonie-Bruxelles donne des résultats encourageants. Ce qui n'exclut pas de progresser encore...

[BIEN-ETRE](#) Le projet global Bienveillance à l'école (BALE) propose de former tous les enseignants francophones à un dispositif concret destiné à améliorer le climat scolaire.

[EN BREF](#) L'avis du CSS sur l'abus des jeux vidéos.

[PIPSA](#) Une opportunité pour parler du covid à l'école.



DOSSIER

Une rentrée presque comme les autres... si ce n'était le covid

L'école après le covid et le confinement qu'il a impliqué, c'est toujours l'école, mais pas seulement et pas tout à fait... Pour les équipes PSE, de nouvelles préoccupations s'ajoutent aux anciennes et le sens de certaines actions est parfois repensé. Mais comment s'adapter et répondre aux (nouveaux) besoins ?

Cette rentrée 2020-2021 n'est évidemment pas tout à fait comme les autres, puisque la covid 19 et le confinement sont passés par là. Il serait imprudent, toutefois, d'imaginer que seule une série de mesures sanitaires et des conseils de prévention suffisent à faire la différence. Les défis vont bien au-delà. Ainsi, comme le souligne une note réalisée par les conseillers pédagogiques de

l'ONE sur les Droits de l'enfant et la covid 19 (1), "La préservation de la santé physique de tous engendre des mesures imposées à tous. Cela traduit **un bouleversement des repères** tant pour les adultes que pour les enfants, les relations 'enfants-parents-professionnels' sont aussi directement concernées, chaque partie étant influencée par ce que vivent les autres. Inévitablement, cela se traduit par **des comportements différents, de nouvelles attitudes** nécessaires au bien-être de tous et à l'épanouissement des enfants".

"Depuis le confinement, **les enjeux ont bougé** : on sait que les risques du covid ne sont **pas uniquement sanitaires**. Pour les professionnels de l'enfance, d'autres dimensions ont également émergé, remarque Laurence Marchal, responsable de la direction psychopédagogique à l'ONE. Le retour vers la normalité implique donc de garder sa vigilance et, à la fois, de penser et de mettre en place **un cadre qui garantit les droits de l'enfant**, plutôt malmenés lors de cette crise, avec la prise en compte des diverses problématiques qui touchent ce dernier." Cette attitude pourrait permettre, entre autres, d'éviter le risque d'un glissement vers un repli sur les normes liées à la protection, en "oubliant" d'inclure les autres droits de l'enfant...

Sur quel terrain (miné?) les professionnels de l'enfance se retrouvent-ils donc lors de cette rentrée ? Comme le souligne la note de l'ONE, la crise du covid a durement impacté les familles et les enfants. Ainsi, entre autres, pendant le confinement, grands-parents, amis, voisins, proches qui relayent les parents avaient disparu, alors qu'ils offrent, au quotidien, une garantie, un regard externe, un soutien pour **la protection de l'enfant**. Privées de cette soupape de sécurité, toutes les familles ont été confrontées au fait de devoir assumer de nouveaux rôles auprès des enfants, et d'être en confrontation permanente avec ces derniers. Sans surprise, à l'aune de telles situations, l'expérience de la parentalité a été bouleversée et, parfois, rendue plus fragile.

Alors que le sentiment de compétence des parents a pu être mis à mal (lire l'article: Avec les familles, parents inclus), les risques de **situations de vulnérabilité et de maltraitance** ont été accrus, tout comme ceux de violences conjugales, reconnues comme une maltraitance de l'enfant (lire l'article : Retour vers le futur). Outre les conditions de vie (et de logement), le contexte de huis-clos a été la source d'une hausse possible de l'agressivité et de tensions pour toutes les familles, avec un risque de violence plus élevé pour les plus vulnérables d'entre elles.

Avec le confinement, les jeunes ont été confrontés au **détricotage du maillage** sur lequel ils peuvent s'appuyer pour se développer et se construire. Des risques de sur-stimulation ou de sous-stimulation par leur(s) parent(s) étaient également présents. Quant aux écrans, ils ont probablement pris une plus grande place qu'auparavant dans la vie des jeunes et même des très jeunes.

La note de l'ONE souligne que des **risques de dépression parentale** sont possibles et que ces risques de dépression guettent aussi les enfants. Ces derniers ont perçu le stress et les émotions liées à cette période d'incertitude, sans toujours être en capacité d'y faire face seuls, et certains ont vécu douloureusement la séparation de leurs amis. Pour toutes ces raisons, les vécus émotionnels, tant chez les adultes que chez les jeunes, devront trouver **un espace pour être entendus...**



Voilà pourquoi émergent la nécessité de **renforcer le sentiment de sécurité** et celle **d'accompagner l'enfant** de manière la plus individualisée possible, en tenant compte de son besoin d'expression, de compréhension, d'écoute, de verbalisation. Face à ces défis, les

professionnels de l'enfance et ceux impliqués dans la promotion de sa santé risquent de vivre une année haute en couleur. Différente peut-être mais, nul n'en doute, passionnante...

(1) Droits de l'enfant et Covid 19. Comment ne pas perdre de vue les Droits des Enfants dans ce contexte de crise sanitaire, de confinement et de déconfinement ? Mai 2020. Consultable sur le site ONE : https://www.one.be/fileadmin/user_upload/siteone/coronavirus/Droits-de-l-enfant-et-COVID19-.pdf.

Retour vers le futur...

Le retour à la normalité post-confinement oblige les services à adapter certains points de leurs stratégies. Laurence Marchal(ONE) détaille ici des messages qui pourraient être portés par les équipes PSE (et pas seulement par elles...), en lien avec les nouvelles réalités de terrain.



De manière générale, "les messages sanitaires ne doivent pas être exagérés. Ils ne justifient pas tout, ni l'arrêt de tout. En fait, un nouvel équilibre est à trouver d'un point de vue santé et dans les relations entre les personnes", souligne Laurence Marchal, responsable de la direction psychopédagogique de l'ONE. Voici quelques points qui pourraient aider à y parvenir.

Piste n°1. Faire (re)venir les petits enfants (et les plus grands)

En juin dernier, après cette période au cours de laquelle des enfants avaient été livrés à eux-mêmes dans des situations extrêmement variables, lors de la réouverture progressive des établissements, certains élèves n'ont pas repris l'école, alors qu'ils l'auraient pu : des parents, craintifs, s'y opposaient. Il est arrivé également que des adolescents refusent de revenir dans leur classe.

"Ce **non-retour** est interpellant parce qu'il révèle un problème de fond, celui de **la relation que l'on a avec l'école**, constate Laurence Marchal. **L'obligation scolaire** (dès 5 ans à partir de septembre 2020) permet de mettre en œuvre le droit à l'éducation, un droit fondamental de l'enfant. Ce droit ne doit pas être banalisé. Par son action envers tous les enfants, l'école joue un rôle fondamental dans l'acquisition des connaissances de base et a pour mission de favoriser l'épanouissement de chacun. Dans certains pays en guerre ou en difficulté de développement, quand ce droit à l'éducation n'est pas garanti pour tous les enfants, on mesure combien il est fondamental dans le devenir de chacun. Ne pas ou ne plus fréquenter l'école et tout ce qui l'entoure peut se révéler problématique, même chez nous, car l'école joue également un rôle de plateforme pour l'accès à un ensemble d'autres droits. "

Sans doute faudra-t-il intégrer l'idée de devoir aller (re)**chercher certains enfants**, constate donc Laurence Marchal. Cette préoccupation concerne également les enfants de familles sans-papiers, celles qui pendant le confinement avaient provisoirement quitté le sol belge et celles qui vivent dans une grande précarité. Ce rôle n'incombe évidemment pas seulement aux équipes PSE, ajoute-t-elle. Cependant, **l'axe santé des missions PSE**, et par exemple celle de vaccination ou de rattrapage de vaccinations, pourraient leur donner **l'opportunité d'aller vers les familles**. "D'ores et déjà, certaines équipes ont instauré des **contacts personnalisés** avec ces familles. En dépit des appels, si ces dernières ne viennent pas à nous, il faut **aller à elles**, et **les entendre**... Ces contacts peuvent être l'occasion de **renforcer les messages** consistant à rappeler qu'il est important pour l'enfant d'aller à l'école, d'avoir des relations avec les autres, de vivre en société", ajoute Laurence Marchal.

Piste n°2. Dépasser les silences du confinement

Par ailleurs, le confinement n'a pas fait disparaître les autres problématiques concernant les enfants comme, par exemple, les faits de **maltraitance**. Lors de cette période difficile, les familles ont vécu en huis-clos, loin de tout regard extérieur ou professionnel. Dès lors, les signalements de cas de maltraitance par les services tiers ont chuté, allant de moins 30 % à moins 50 % (1). Cela ne reflète probablement pas une réalité sans doute plus dramatique qu'à l'habitude. Là encore, le retour des enfants à l'école et vers les autres structures d'accueil incite à la **vigilance**.

Piste n°3. Rassurer, avec des messages qui évoluent...

Face aux peurs qui persistent, face aux images et aux messages médiatiques souvent négatifs et qui ont perduré durant des semaines, les professionnels de l'enfance vont devoir rassurer les enfants mais aussi certains parents. Et certains devront probablement l'être davantage que d'autres...

En fait, comme le souligne Laurence Marchal, cette épidémie a **bousculé nos certitudes** et, parfois, nos sentiments de toute-puissance, en rappelant que le monde produisait des catastrophes naturelles ou des situations négatives. Cependant, nous n'en sommes plus au stade premier de l'épidémie : **la maladie est davantage connue**, les moyens de s'en prémunir, également. Si on peut tout faire pour empêcher qu'un enfant soit contaminé, on ne peut tout promettre ni tout garantir à 100 %. Pourtant, actuellement, il est possible de rappeler aux familles que l'on sait **comment prendre en charge rapidement** un groupe d'enfants s'il s'avère que l'un d'entre eux est testé positif au covid 19, et tout mettre en place pour éviter une propagation de l'épidémie, contrairement à la situation du début de l'épidémie.

Pour rassurer - une nécessité - il s'agit de transmettre des **messages ajustés aux évolutions** de la situation et des connaissances, tout en sachant que le fait d'entendre via les médias des positions différentes ou contradictoires au sein des spécialistes ou des experts ne facilite pas la compréhension. En tout cas, il est "important **d'insister sur les gestes protecteurs plutôt que « barrière »**", précise Laurence Marchal. Les mots sont importants : « Une barrière, c'est pour empêcher quelque chose. Et si j'adopte un geste protecteur, c'est pour me protéger et te protéger. »

Consciente du fait que porter un masque, par exemple, reste plutôt "ennuyeux" pour un jeune ainsi que pour les adultes, Laurence Marchal suggère de réfléchir à l'importance de **proposer des lieux de paroles et d'échanges** pour entendre les jeunes et, aussi, **écouter leurs questions** (y compris sur les mesures de prévention), chercher avec eux des solutions pour éviter certains problèmes. Ce type d'action est possible partout, glisse-t-elle : en classe, dans les accueils extrascolaires ou... lors de rencontres avec les équipes PSE. Pour cet accompagnement, il y a lieu de travailler avec tous les adultes qui entourent les enfants au sein des écoles, notamment les accueillant-e-s extrascolaires dans l'enseignement fondamental.

Piste n°4. Aller vers du positif

Un des points positifs de la crise du covid, c'est qu'elle aura permis de mettre en lumière la nécessité de prévoir des **infrastructures et des normes sanitaires revues et corrigées** dans de nombreux établissements ou lieux d'accueil de l'enfance.

"Un lavabo pour 10 toilettes, et donc un accès à l'eau insuffisant, oui, c'est un problème, constate Laurence Marchal. Investir dans ce domaine est donc très important, sinon essentiel et d'ailleurs pas uniquement en raison du covid. Mais encore faut-il que chaque école dispose des moyens pour améliorer durablement ce qui doit l'être..."

Quant aux gestes et aux plans qui prévoient **le lavage des mains**, ils doivent se poursuivre de manière pérenne, au-delà du covid, sans retour à 'la vie d'avant'. De manière très pratique, il est possible de sensibiliser les enfants/jeunes sur l'importance du lavage des mains au savon, puis un séchage avec des essuies en papier et sur d'autres messages de respect envers soi-même et les autres."



De même "pour les enfants et les jeunes, il est **important de sortir**, d'être dehors, à l'air libre. Ce message important - y compris l'hiver - doit continuer à être porté par toutes les équipes PSE, attentives au fait que la **qualité de l'air** des classes et autres endroits parfois surchauffés n'est pas toujours optimale. Au-delà des aspects santé, cette préoccupation contribuera aussi à une réflexion plus large sur la protection de la planète", rappelle-t-elle.

Piste n°5. On fait équipe...

Comment booster les initiatives que l'on voudrait prendre pour répondre aux besoins post-covid et aux autres ? Pour y parvenir, l'une des voies consiste à **mieux se connaître entre intervenants sociaux**, à avancer ensemble en créant des alliances. "Travailler en réseau s'initie de la part de tous. Or, les situations problématiques que nous venons de vivre incitent à **se coordonner tout en gardant, chacun, ses responsabilités** quand un problème a été signalé, assure Laurence Marchal. Certains services PSE collaborent déjà avec des centres PMS, par exemple, alors que d'autres ne les connaissent pas. On sait que les compétences ont été morcelées, que les intervenants pourraient ne s'occuper que du 'morceau de vie' des gens pour lequel une compétence leur a été déléguée. Pourtant, il est possible, sinon souhaitable, de **devenir une plaque tournante** et de faire le lien avec les autres..."

(1) In : Droits de l'enfant et Covid 19. Comment ne pas perdre de vue les Droits des Enfants dans ce contexte de crise sanitaire, de confinement et de déconfinement ? Mai 2020.

Avec les familles, parents inclus...

Pendant la pandémie, les familles ont "trinqué", ouvertement ou de manière plus discrète. Pour accompagner les parents (et les jeunes) qui en ont besoin, Antoine Borighem et Marine Noël, de la Cellule de soutien à la parentalité de l'ONE, proposent de penser d'abord à soi, en équipe. Mais pas seulement...

Peut-être l'avez-vous fait ? Sinon, il n'est pas trop tard. "Avant de retrouver les élèves et leurs familles, assure Antoine Borighem, gestionnaire de projets à la Cellule Soutien à la parentalité (ONE), il est vraiment très important, en équipe, **d'entendre comment le confinement et cette période de crise ont été vécus par chacun** et d'écouter les ressentis de tous." Cette rencontre essentielle, assure-t-il tout comme sa collègue Marine Noël, n'est pas seulement bénéfique aux adultes que nous sommes. Elle permet également aux **professionnels de l'enfance** de prendre **un indispensable recul**, de sortir d'éventuelles idées préconçues et d'être attentifs à la posture qui sera la leur, lors de leur rencontre avec leur public

Ainsi que le précise Marine Noël, "les parents accompagnent les angoisses des enfants en fonction de leurs angoisses et de leurs ressources, et les professionnels... aussi ! En équipe, il peut être utile de décortiquer ses vécus lors de la pandémie, de se confronter à ses peurs ou à ses difficultés (y compris en tant que parents), d'être conscients de ses a priori, de ce qui se joue en chacun ... Tout cela permet **d'être davantage bien-traitant**, en restant le plus ouverts possible, sans idées réductrices et sans juger les autres par rapport à soi-même."

Quel que soit le contexte dans lequel les familles ont vécu lors du confinement - et même si certaines semblent avoir eu "plus de chances" que d'autres - il n'a été facile pour personne. "Toutes les familles ont dû bricoler, réinventer, **bouger les règles dans cet inédit** qui obligeait à vivre en permanence avec les autres alors que, depuis notre plus jeune âge, nous ne le faisons pas. Dès 3 ans, 99 % des enfants passent huit heures par jour hors de leur domicile et un grand nombre de plus petits vivent la même chose", rappelle Antoine Borighem.

"Pour **accompagner les familles**, il s'agit donc de **tenir compte de leurs contextes** spécifiques et d'adopter un point de vue systémique, poursuivent Marine Noël et Antoine Borighem. La pandémie a mis à mal les fonctionnements familiaux. Par exemple, de nouveaux désaccords ont pu apparaître entre des parents séparés, l'un souhaitant remettre l'enfant en classe, l'autre pas, entraînant des prises de position qui peuvent avoir alourdi le sac à dos des parents. Par ailleurs, un grand nombre de parents semblent être toujours assez **anxieux**. Il ne s'agit donc pas de leur asséner ce qu'il faudrait faire ou ce qu'ils auraient dû/pu faire mais de s'intéresser, plus précisément, à la manière dont ils ont (ou dont l'enfant a) vécu le confinement, aux difficultés, aux craintes qui ont surgi, aux changements (de lieux, de rythmes de vie, d'activités...) qui en ont découlé. Et d'écouter, d'accompagner, en se gardant bien de culpabiliser quiconque."

Et au milieu, se trouve l'enfant

A la fin du confinement, en mai dernier, un grand nombre de parents (mais aussi de jeunes) éprouaient de **la culpabilité** : certains avaient décroché du boulot, d'autres s'étaient engagés exclusivement dans leur vie de famille, ou avaient travaillé uniquement le soir et la nuit, au risque de s'épuiser. En fait, durant cette période, **chacun a fait ce qu'il a pu**, y compris en laissant **les enfants devant les écrans**, longtemps ou plus longtemps qu'auparavant, et ce parfois afin de pouvoir se consacrer à son travail sur le seul ordinateur familial. **Des jeunes ont décroché** (comment aurait-il pu en être autrement lorsqu'il fallait partager un seul écran dans un logement petit et bondé...?). D'autres ont fait partie d'un groupe-classe ayant pu travailler, mais ils ont peut-être souffert de ne plus être en **contact direct avec leur pairs**, rappelant ainsi la fonction sociale de l'école.

Face à ces situations diverses et souvent complexes, comment agir ? "Dans le **soutien à la parentalité**, il s'agit de **rester centré sur l'intérêt supérieur de l'enfant**, expliquent Antoine Borighem et Marine Noël. Cette position aidera **les parents** à se recentrer aussi, tout en les replaçant **en situation d'experts** de leur propre enfant, et en renforçant leur sentiment de **compétence parentale**. Cette attention prioritaire sur l'intérêt de l'enfant permet aussi de tisser ou de renforcer la relation avec les parents et, sans être intrusifs, de les questionner en fonction de ce qu'ils amènent..." Après tout, la covid 19 aura peut-être eu, aussi, des impacts positifs, dont celui-là : nous pousser à repenser nos relations et nos manières d'agir avec les familles...



VACCINATION

Les leçons (positives) d'une enquête

Les résultats de la récente enquête sur la couverture vaccinale dTpa (diphtérie, tétanos et coqueluche) sont plutôt encourageants. Mais n'empêchent pas de réfléchir, avec Fany Panichelli (ONE), aux moyens de continuer à booster les chiffres en soutenant les équipes PSE.

"C'est encourageant". Voilà ce qu'assure Fany Panichelli, chargée de projets pour le pôle PSE à la Direction Santé de l'ONE, face aux résultats de l'enquête de couverture vaccinale (pour 2018-2019) du rappel dTpa à 15-16 ans et des 1re et 2e doses RRO chez les élèves de 4e secondaire

(1). Ce satisfecit concerne, en premier lieu, les résultats principaux de cette enquête : sur l'ensemble de la Fédération Wallonie-Bruxelles, **57,2 %** des élèves de 4e secondaire sont **en ordre de vaccination** dTpa. Pour le **RRO**, le taux de couverture, à peu près identique dans toutes les provinces, s'élève à **72,3 %** en FWB (moins de 70 % à Bruxelles).



Ces résultats ont été recueillis auprès de 64 services choisis aléatoirement (35 SPSE et 29 CPMS) et portent sur 4 879 jeunes (pour un total de 57 130 élèves de 4e secondaires en Fédération Wallonie-Bruxelles). "Le taux de couverture dTpa est partout de 50 % au minimum, précise Fany Panichelli mais, en fonction des **provinces** et des **réseaux de vaccinateurs**, tout comme des **types d'enseignement**, on trouve de **réelles différences entre les taux de couverture.**"

Ainsi, le réseau officiel subventionné compte la plus grande proportion d'enfants vaccinés, et les jeunes de l'enseignement technique et professionnel le sont moins que les autres. Ces disparités s'expliquent en partie par le fait que les réseaux ne disposent **pas tous des mêmes ressources ni des mêmes infrastructures**. "Sur la base des constats réalisés lors de cette enquête, poursuit Fany Panichelli, le programme de vaccination de la Fédération Wallonie-Bruxelles se doit de continuer à soutenir et encourager les SPSE et CPMS-FWB de façon équitable afin que chaque enfant, où qu'il aille à l'école, puisse bénéficier de la vaccination. Puisque la Promotion de la Santé à l'Ecole est un service obligatoire, universel et gratuit, il s'avère être **un formidable levier** pour lutter contre les inégalités sociales de santé. Travailler, réfléchir à des moyens et à des stratégies capables de rendre la pratique (vaccinale entre autres) plus homogène est donc une priorité pour nous." Preuve de l'utilité de cette démarche, actuellement, pour la vaccination dTpa, plus de 77% des jeunes ont été vaccinés grâce aux services PSE et CPMS exerçant la mission de promotion de la santé.

A la recherche des inconnus...

Pour améliorer les futures couvertures vaccinales, une autre problématique doit être prise en compte : celle du nombre de jeunes au statut vaccinal inconnu. "Pour cette enquête, une démarche active, passant par l'analyse des données du système d'encodage et de commande de vaccins e-vax et/ou par des appels téléphoniques aux parents, a permis de compléter de 5 % les données récoltées dans l'enquête, précise Fany Panichelli. Néanmoins, parmi les élèves de l'échantillon, **pour 1 jeune sur 5, le statut vaccinal reste inconnu.**" Pour expliquer cette situation, le fait que seules les équipes PSE aient l'obligation d'encoder sur e-vax s'ajoute aux "pertes" de documents, à la multiplicité de ceux-ci, aux difficultés dans la transmission d'informations entre les services/centres et aux situations familiales parfois complexes, avec des parents qui ne savent plus ce qu'il en est ou qui ne répondent pas.

Comment améliorer cette situation et, donc, la traçabilité ? Un **système efficace d'informatisation et de transmission des données**, par exemple en trouvant des solutions d'échanges d'informations entre les différents professionnels de santé, médecins généralistes inclus, devrait/pourrait - changer la donne. Mais, en attendant, "ce statut vaccinal inconnu constitue un point d'interrogation majeur. Le fait de ne pas connaître le statut vaccinal de 1 jeune sur 5 est interpellant et pose question. En effet, on ne peut savoir la proportion de ceux qui, en réalité, parmi ces statuts inconnus, sont en ordre de vaccination. On ignore donc si le problème réside principalement au niveau de l'information ou de la vaccination. Or, pour ces 2 problématiques, les solutions à envisager ne sont pas les mêmes", constate Fany Panichelli.

En tout cas, au sein de la Direction santé de l'ONE, on reste persuadé de l'importance de continuer à informer sur la vaccination pour **améliorer son acceptabilité**. Certaines personnes hésitent face à la vaccination et s'interrogent par exemple sur son utilité ou sur sa sécurité. Se poser des questions est légitime, mais il faut pouvoir y apporter des réponses basées sur des informations fiables, rigoureuses et vérifiées. Améliorer les taux de couverture, et s'approcher de ceux recommandés par l'OMS ou par le Conseil Supérieur de la Santé, cela passe aussi par "**un important travail à réaliser en amont de la séance de vaccination**". Il consiste à expliquer aux jeunes et à leurs familles son pourquoi, son comment, afin de les impliquer. "**Aller à la rencontre du public-cible** (ce qui est notamment possible aussi grâce aux documents traduits en plusieurs langues), le sensibiliser, répondre à son manque d'information et le rendre ainsi **acteur de la décision** est un levier important mais souvent sous-estimé, rappelle la chargée de projets. A l'ONE, nous travaillons pour outiller les différents services pour ce faire, notamment grâce à la mise à disposition de différents flyers et courriers."

Un dernier point encourageant ? Cette phrase de Fany Panichelli, à destination des équipes PSE : "La Direction Santé est là pour vous soutenir dans vos missions. De votre côté, n'hésitez pas à nous contacter pour nous faire part de vos besoins ou difficultés." Message transmis.

(1) Outre cet article, une vidéo d'"Actu Vacci", disponible sur Excellencis-ONE, présente aux équipes PSE les résultats de cette enquête menée grâce à eux

Ensemble, sur la plate-forme

Sur un plan "pratique", Fany Panichelli signale qu'il a été très positif de voir la moitié des équipes PSE et PMS sollicitées pour l'enquête utiliser la nouvelle plate-forme informatique (OoDrive) : cette dernière était proposée afin de transmettre de façon sécurisée les données demandées. Ces équipes ont ainsi évité un encodage "à la main" et les risques d'erreurs d'encodage ont été minimisés. Cette plate-forme continuera à être améliorée afin d'être aussi ergonomique que possible et facilement accessible à tous lors de la prochaine enquête

BIEN-ETRE

Au commencement, était le cercle...

Sous l'acronyme BALE (pour Bienveillance à l'école) se trouve un projet global destiné à tous les établissements scolaires. Son but : former tous les enseignants francophones - et si possible l'ensemble du personnel scolaire - à changer profondément le climat de l'école. Mais pas seulement...



Les enfants et leur enseignant ont formé un cercle et ils se sont assis. C'est le moment du "cercle de parole", "**cercle de confiance**" ou "cercle magique", disent les élèves. Lors de ce moment privilégié, répété une fois par semaine sous la conduite d'un enseignant formé, les jeunes déposent leurs paroles, leurs émotions et leurs expériences. Chacun parle exclusivement en "je". Les enfants s'écoutent, entendent ce que les autres ressentent, se découvrent dans le respect

partagé. Dans ce contexte sécurisé, même les plus réservés ou les plus timides prennent la parole. Il n'y aura pas de débat sur ce qui vient d'être dit. Personne ne sera jugé. Et le secret de ces échanges ne sera pas brisé.

Le projet BALE vise à installer un dispositif concret pour **mieux vivre ensemble**. Ce climat positif, où préjugés et discriminations ont reculé puis disparu parce que les enfants ont appris à se connaître, à s'estimer, à reconnaître l'autre dans sa similarité et sa diversité, prévient violence et harcèlement. Il contribue à **développer l'estime de soi et le bien-être**, et donc la santé des jeunes et des professionnels qui les entourent. Concrètement, tout ces éléments ouvrent la porte vers une réussite scolaire accrue.

La démarche de BALE s'exprime via le Programme de Développement Affectif et Social Intégratif. Constitué par différents modules, il inclut entre autres une variante du projet ProDAS, de la communication non violente et des techniques de dynamique de classe. En fait, **différentes approches** se conjuguent pour mobiliser l'intelligence émotionnelle de chacun, ainsi que pour développer un ressenti qui précède le cognitif et y prédispose. L'ensemble ambitionne de modifier le climat scolaire de la maternelle à la fin du secondaire. Comme le rappelle le Dr Claude De Lathouwer, qui a initié le projet BALE avec Danielle Apostel, animatrice socio-culturelle, "les recherches internationales ont montré l'importance du climat scolaire : s'il est positif, tout devient différent pour les élèves comme pour les enseignants. Dans un tel contexte, le plaisir d'apprendre (re)fait surface, le travail collaboratif peut s'installer, l'échec scolaire, l'absentéisme ou le décrochage reculent."

BALE s'adresse prioritairement à des écoles prêtes à s'immerger entièrement dans la méthode et donc à intégrer sa philosophie à leur pédagogie, dans une approche systémique. A l'issue de **deux journées de formation**, les enseignants sont opérationnels. Mais un accompagnement de deux ans (au moins) est également prévu, grâce à des équipes mobiles actuellement composées par 10 universitaires.

"L'objectif consiste à avoir des **établissements complètement autonomes**, avec des enseignants capables de rendre ce projet pérenne", précise Claude De Lathouwer. Les formations prodiguées par BALE sont reprises dans les catalogues de formation en cours de carrière des différents réseaux.

Une autre vision

Le programme BALE a été lancé en 2016 sous forme d'un premier projet pilote dans une école fondamentale, élargi dans un deuxième temps à 7 autres écoles (2017-2018). Six nouvelles écoles ont rejoint le programme lors de la rentrée 2019 et l'objectif vise 40 nouvelles écoles pour la rentrée 2020. "Actuellement, **plus de 200 enseignants** ont été formés, ce qui a permis de toucher 6 000 enfants, complète Claude De Lathouwer. Pendant la phase projet, les écoles ont bénéficié (gratuitement) d'une formation et d'un suivi. Depuis, le coût annuel du programme de base pendant les deux premières années s'élève à environ 4 000 / 5 000 euros par an en fonction des demandes en modules complémentaires de l'école. Diverses possibilités d'intervention (FCC, PO, subsides, mécénat...) permettent de réduire ces montants. L'objectif du projet BALE n'est ni marketing ni commercial mais sociétal. Dès lors, le coût horaire pratiqué est des plus bas du marché, mais le nombre de prestations est important."

Claude De Lathouwer ajoute: « Initialement centré sur les personnes (enseignants et élèves, estime et réalisation de soi, interactions sociales) par le biais des cercles de paroles menés au sein de chaque classe, le programme BALE a progressivement investi les différents aspects qui concourent à créer un climat scolaire positif : l'aspect institutionnel (pédagogie institutionnelle, management, règlement, justice...), l'aspect environnement (couloirs, cour de récréation, réfectoire, sanitaires...), les acteurs para-scolaires (parents, PMS). Au-delà des formations

destinées aux enseignants déjà en fonction, nous plaillons pour **initier tous les futurs enseignants** à cette approche, en l'intégrant à leurs études. Ainsi, progressivement, le système scolaire adopterait ce programme. Cela changerait vraiment la physionomie de l'école.»

D'après les témoignages visibles sur le site de BALE (www.bienveillance-ecole.be), les directions, enseignants et enfants ayant adopté ce projet semblent séduits, sinon conquis. En avril dernier, sur la Première (RTBF), dans l'émission du CAL « En quête de sens », l'enseignante d'une classe de jeunes en décrochage a expliqué qu'en organisant les cercles en fin de journée, elle avait constaté un moindre absentéisme : les jeunes ne veulent pas rater ce **moment privilégié**... Il suffisait d'y penser.

La genèse du projet BALE

Mais, au fait, pourquoi le projet BALE est-il né ? C'est (presque) simple. Parce qu'ils s'inquiétaient du développement d'une société de rupture, en perte de cohésion sociale, exposée au populisme, à la montée des extrémismes et du radicalisme, les initiateurs de cette initiative ont décidé d'agir dès l'école, un lieu qui préfigure la société de demain. Et ils sont persuadés qu'il est possible d'y changer les choses. De plus, comme ils le soulignent : "What else ?"



EN BREF

Jeux vidéos : quand c'est trop...

Environ 3 % des joueurs de jeux vidéos **perdent le contrôle de leur comportement de jeu**, avec des conséquences négatives, rappelle l'avis rendu sur ce thème par le Conseil Supérieur de la Santé (CSS). Avec leur grand potentiel addictif, les jeux en ligne, interactifs, avec multi-joueurs ou qui offrent des récompenses en sont principalement la cause. Comment répondre à cette problématique ? D'après le CSS, une prévention adaptée au jeu problématique et aux troubles relatifs aux jeux vidéos ne peut faire l'impasse sur les points positifs apportés par le jeu. Du côté des **parents** comme pour les **professionnels proches des jeunes** - tous **acteurs de la prévention et de la détection** -, seule une attitude d'intérêt et de non dénigrement systématique contribue à instaurer un dialogue avec les jeunes concernés. L'idée ? Les amener à réfléchir aux raisons pour lesquelles ils jouent (trop) et à s'interroger sur la place du jeu dans leur vie, puis à **poser eux-mêmes des limites**.

Cet avis, très clair, comprend un récapitulatif des aides développées du côté flamand et francophone pour répondre à cette problématique. Et le CSS suggère que les **professionnels de santé** (et surtout ceux de 1^{re} ligne) soient **formés aux dépendances comportementales**, parmi lesquelles figurent ces troubles relatifs aux jeux vidéos...

L'avis (n° 9526) se trouve sur le site internet du Conseil Supérieur de la Santé : <https://www.health.belgium.be/fr/avis-9526-troubles-relatifs-aux-jeux-video>



PIPSa

L'outil : une opportunité pour parler du covid à l'école !

L'épisode covid a profondément impacté nos vies, nos quotidiens et nos relations – tant personnelles que familiales. Après un tel tsunami, il peut être nécessaire d'ouvrir un espace de parole avec les enfants et les jeunes, afin de déposer, d'échanger, de (se) mettre en lien et, pourquoi pas, de penser le vivre ensemble que l'on veut créer pour le futur.

Les outils présentés ci-après ont en commun de soutenir l'expression des participants.

Les professionnels ne sont pas oubliés : un outil spécifique leur permet de partager ce qui a été vécu pendant le confinement (au niveau personnel et professionnel) et d'en identifier les opportunités potentielles.

Bonne rentrée déconfinée !



Recevez notre newsletter

Email:

Valider

Vos données à caractère personnel sont traitées dans le respect de notre [politique de vie privée](#). Vous pouvez vous désinscrire à tout moment.

Pour être informés des nouveaux outils et des nouveaux avis de PIPSa, cliquez ci-dessous.

[S'inscrire à la newsletter](#)

Kit hygiène des mains

Un fichier d'activités pour « Promouvoir le lavage des mains pour une pratique durable ».

Public : de 3 à 25 ans.

Téléchargeable



[Découvrir l'outil](#)

S'informer et s'exprimer sur le Coronavirus - Covid-19

Ressentis ? Recommandations (facile ? difficile ?), trier les informations, repérer les fake news, impact dur le vivre-ensemble.

Téléchargeable

Public : dès 15 ans

S'informer et s'exprimer sur le Coronavirus Covid-19



[Découvrir l'outil](#)

Outils Scholavie

5 jeux et outils gratuits téléchargeables qui favorisent le développement des compétences psychosociales à partir des réalités vécues par tous lors du confinement.

Téléchargeable

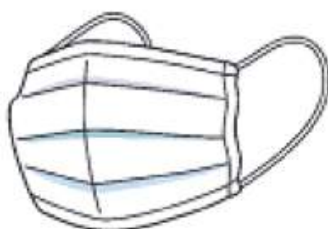
Public : 8 – 12 ans



[Découvrir l'outil](#)

**PARCE QUE LES GESTES BARRIÈRES
C'EST L'AFFAIRE DE TOUS !**

LE MASQUE



Kit éducatif « gestes barrière » - Spécial Collèges et Lycée

3 propositions d'activités(6-10 ans) et un jeu de cartes « pour parler » (à partir de 11 ans et au-delà).

Faciliter l'expression des jeunes autour du déconfinement lié à la pandémie du covid 19 et le retour à l'école..

Les activités soutiennent la prévention sanitaire. Elles peuvent être utiles, dans le contexte actuel de déconfinement, pour s'approprier et intégrer les recommandations de santé publique.

Public : à partir de 6 ans jusqu'à 11 ans et au-delà

Découvrir l'outil

Kit éducatif gestes barrière à l'école

- AFFICHE rappelant les gestes barrières
- Cocotte gestes barrières en papier
- Jeu de cartes sur les gestes barrières
- Activité collective « Être vigilants, c'est ça le secret ! »
- Diplôme de prévention

Téléchargeable



Public : à partir de 7 ans

Découvrir l'outil



Et si on en parlait d'abord ?

Des cartes « pour parler », à destination des équipes de professionnels, pour partager ce qui a été vécu pendant le confinement, tant au niveau personnel que professionnel.

Téléchargeable

Public : adultes, professionnels en équipe

Découvrir l'outil

Et pour trouver encore d'autres ressources et d'autres supports :

<http://www.pipsa.be/actualite/coronavirus-covid-19-des-ressources-pour-en-parler-avec-les-enfants.html>

Un riche travail de compilation de supports d'expression, vidéos, albums pour aider parents et professionnels à parler de l'épidémie avec les enfants et les jeunes.

Vous avez utilisé un outil ? Qu'en pensez-vous ?

Qu'en avez-vous pensé ? Était-il adapté à votre groupe ? Quels aménagements avez-vous dû réaliser ?

Votre avis peut intéresser des collègues !

Sur www.pipsa.be, entrez le nom de l'outil que vous avez utilisé, onglet « avis des utilisateurs » et laissez un commentaire.

Les futurs utilisateurs vous remercient ! :-)



Donnez votre avis

Vous souhaitez aborder des thématiques particulières ? Vous travaillez avec des publics spécifiques ? Vous souhaiteriez être orienté.e.s dans le choix d'outils intéressants ?
N'hésitez pas à nous le faire savoir via le [formulaire de contact](#) ou par mail info@pipsa.be



L'e-Journal Promouvoir la santé à l'école

est réalisé par le Service de promotion de la santé

Question Santé asbl

Rue du Viaduc 72 - 1050 Bruxelles - Belgique

N° BCE : 422 023 343, inscrite au RPM du Tribunal de l'entreprise de Bruxelles

T +32 (0)2 512 41 74

F +32 (0)2 512 54 36

www.questionsante.org

info@questionsante.org

IBAN : BE98 0682 1150 5493 / BIC : GKCCBEBB

A propos de Question Santé

L'asbl Question Santé met en débat les enjeux individuels et collectifs de la santé et les traduit en projets et outils, accessibles à des publics variés. L'asbl Question Santé offre un service de référence en matière de communication en promotion de la santé et assure une expertise, des accompagnements méthodologiques et des ateliers de mise en pratique pour les professionnels qui désirent traduire leurs actions et outils en projets de communication. Question Santé réalise des outils méthodologiques, d'information et de sensibilisation à destination des professionnels et du grand public. Egalement active dans le champ de l'Education Permanente, l'asbl Question Santé met en débat les questions de société sur

diverses thématiques liées aux déterminants de la santé. En résulte chaque année une série d'outils, déclinés en animations, véritables lieux de débat et de participation citoyenne.

Responsable e-Journal : Bernadette Taeymans

Conseil de rédaction : Fabienne Henry, Sophie Lefèvre, Mélanie Royen, Bernadette Taeymans

Les articles non signés sont de la rédaction. Les articles signés n'engagent que leur auteur.

Editeur responsable : Benoît Parmentier - Chaussée de Charleroi 95 B - 1060 Bruxelles



Copyright © 2020 Question Santé ASBL, tous droits réservés.

Notre adresse email : info@questionsante.org

Question Santé ASBL

Rue du Viaduc 72, 1050 Bruxelles - Belgique

Tél : +32 (0)2 512 4174 - www.questionsante.org

Entreprise : N°422 023 343, inscrite au RPM de Bruxelles

IBAN : BE98 0682 1150 5493

Vous recevez cet email car vous vous êtes inscrit sur la liste de distribution de Question Santé.

Vous souhaitez modifier la manière dont vous recevez nos e-mails ?

[Modifiez vos préférences](#) ou [désabonnez-vous de cette liste](#)